

Les dépenses des administrations publiques

Les dépenses publiques visent à satisfaire deux grands objectifs : produire et/ou financer des biens et services destinés aux particuliers et aux entreprises, et assurer une redistribution des revenus. Par ailleurs, le montant des ressources financières dépensées par les administrations publiques donne une indication de la taille du secteur public. Si les dépenses publiques sont en général moins flexibles que les recettes publiques, elles sont, elles aussi, influencées par les fluctuations économiques liées au cycle conjoncturel et par les décisions stratégiques passées et actuelles. Ainsi, les administrations publiques peuvent choisir de transférer des ressources par le biais de subventions et d'aides ou d'assurer un soutien en faisant baisser les impôts pesant sur un secteur économique donné ou sur une catégorie de population spécifique.

En 2013, les dépenses des administrations publiques ont représenté, en moyenne, 41.9 % du PIB des pays membres de l'OCDE. C'est en Grèce (60.1 %), en Slovaquie (59.7 %) et en Finlande (57.8 %) que ce pourcentage était le plus élevé, et en Corée (31.8 %) et au Mexique (24.4 %) qu'il était le plus faible. Entre 2007 et 2009, ce pourcentage a augmenté de 5.4 p.p. en moyenne, essentiellement en raison des mesures adoptées pour contrecarrer l'impact de la crise économique et financière mondiale. C'est en Estonie (+11.7 p.p.) et en Irlande (+11.6 p.p.) que l'augmentation a été la plus forte ; à l'inverse, Israël a enregistré une légère baisse (-0.6 p.p.).

La tendance générale s'est inversée sur la période 2009-13, qui a été marquée par une diminution moyenne de 2.5 p.p. de la part des dépenses publiques dans le PIB ; cette diminution s'explique principalement par le fait que les dépenses ont progressé moins vite que le PIB, quand elles ne diminuaient pas. En réaction à la crise économique et financière, les pays ont mis en place des plans de relance, notamment en 2008 ; toutefois, à partir 2009, la plupart des pays se sont plutôt efforcés de réduire leurs dépenses. C'est en Estonie (-7.3 p.p.) et en Irlande (-6.9 p.p.) que la baisse a été la plus forte. À l'inverse, les dépenses publiques ont augmenté dans dix pays de l'OCDE au cours de cette période. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées en Slovaquie (+11.2 p.p.), en Grèce (+6.0 p.p.) et en Finlande (+3 p.p.). Dans le cas de la Slovaquie, cette augmentation résulte à la fois de préférences sociales pour un État providence bien développé et d'une maîtrise insuffisante des dépenses. Dans le cas de la Grèce, le changement n'est pas dû à une hausse des dépenses ; les dépenses ont diminué à partir de 2009, mais le PIB a baissé encore plus rapidement. Enfin, la Finlande a perdu en compétitivité, et sa production a chuté sous l'effet de l'effondrement des secteurs de l'électronique et de la sylviculture, tandis que les dépenses publiques ont poursuivi leur progression.

De plus, d'après les données 2014 disponibles pour un sous-ensemble de pays de l'OCDE, les dépenses publiques ont fortement baissé entre 2013 et 2014 en Grèce (-10.7 p.p.) et en Slovaquie (-9.9 p.p.), parce que des dépenses ponctuelles visant à recapitaliser le système bancaire avaient été enregistrées en 2013. En 2014, c'est en Finlande (58.7 %), en France (57.3 %) et au Danemark (57.2 %) que les dépenses publiques ont représenté le plus fort pourcentage du PIB.

En moyenne des pays membres de l'OCDE, les dépenses publiques représentaient 16 491 USD PPA par habitant en 2013. Les différences entre les pays membres de l'OCDE étaient considérables, puisque ce chiffre allait de 4 128 USD PPA au Mexique à 39 518 USD PPA au Luxembourg, soit un montant plus de neuf fois supérieur. Le Mexique a néanmoins enregistré

une croissance régulière de ses dépenses par habitant de 3.4 % par an sur la période 2007-13 comme sur la période 2009-13. En moyenne des pays membres de l'OCDE, les dépenses par habitant ont augmenté à un taux annuel de 1.2 % entre 2007 et 2013, alors qu'elles ont baissé de 0.2 % par an entre 2009 et 2013. S'agissant des pays pour lesquels on dispose de données, on constate une évolution similaire sur la période 2009-14, en dehors d'un retour à de légères hausses en Autriche (+0.1 %) et en Norvège (+0.01 %). S'agissant de l'Italie et de la Grèce, les taux de croissance annuels étaient négatifs pour les trois périodes analysées.

Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux, qui sont établies conformément au Système de comptabilité nationale (SCN) ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information). Selon la terminologie du SCN, les administrations publiques se composent de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Les dépenses englobent la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés, les subventions, les revenus de la propriété (dont les paiements d'intérêts), les prestations sociales, les autres dépenses courantes (essentiellement les transferts courants) et les dépenses en capital (transferts en capital et investissements).

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure habituelle de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. On a calculé la dépense publique par habitant en convertissant les dépenses publiques totales en USD avec les parités de pouvoir d'achat (PPA) OCDE/Eurostat pour le PIB et en divisant le résultat obtenu par la population (dans le cas des pays pour lesquels les données sont tirées des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, on a utilisé un taux de change implicite basé sur les PPA). La PPA (parité de pouvoir d'achat) est le nombre d'unités monétaires du pays B nécessaire pour acquérir une même quantité de biens et de services dans le pays A.

Notes relatives aux graphiques

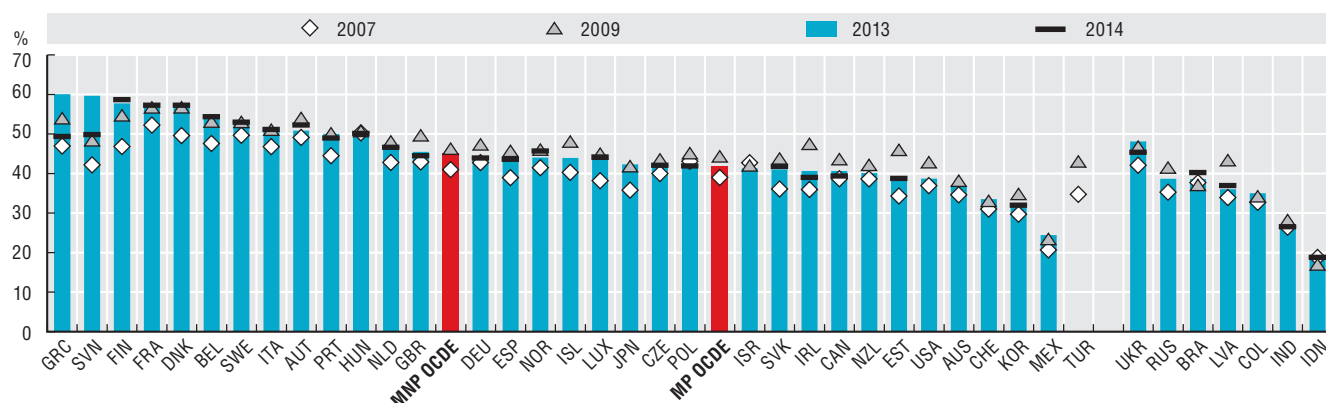
On ne dispose pas de données pour le Chili. Les données relatives à la Fédération de Russie et à la Colombie portent sur 2012 et non 2013.

2.28 et 2.29 : Les données relatives à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne OCDE faute de certaines séries temporelles.

2.30 : On ne dispose pas de données pour la Turquie.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

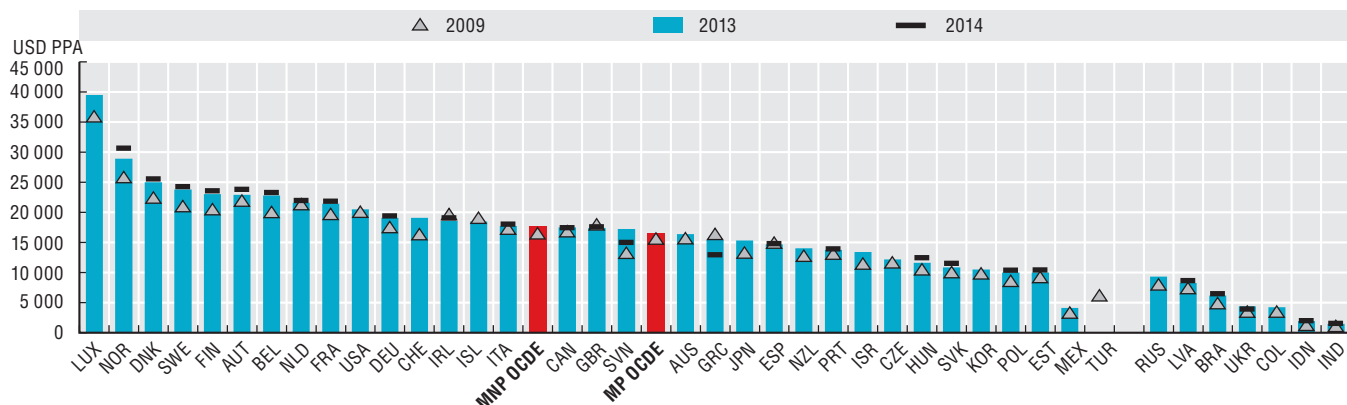
2.28. Dépenses des administrations publiques en pourcentage du PIB (2007, 2009, 2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données sur les autres grandes économies (Brésil, Inde, Indonésie et Ukraine) sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2015).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347192>

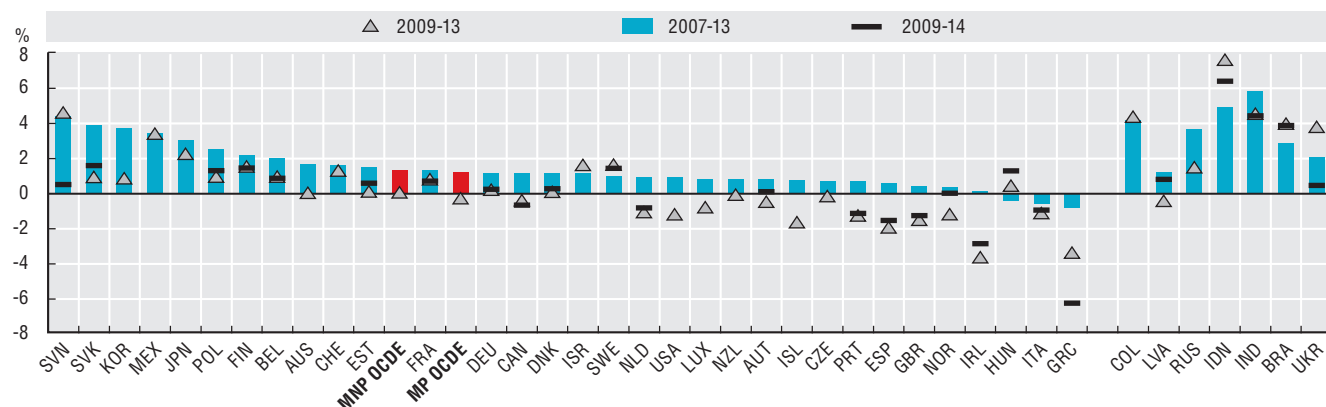
2.29. Dépenses des administrations publiques par habitant (2009, 2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données sur les autres grandes économies (Brésil, Inde, Indonésie et Ukraine) sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2015).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347206>

2.30. Taux annuel moyen de croissance des dépenses publiques par habitant en termes réels (2007-13, 2009-13 et 2009-14)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données sur les autres grandes économies (Brésil, Inde, Indonésie et Ukraine) sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (avril 2015).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347214>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Les dépenses des administrations publiques », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-16-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.